

# Rapport annuel sur l'investissement responsable 2022



**BEUTEL GOODMAN**  
Conseillers en placement

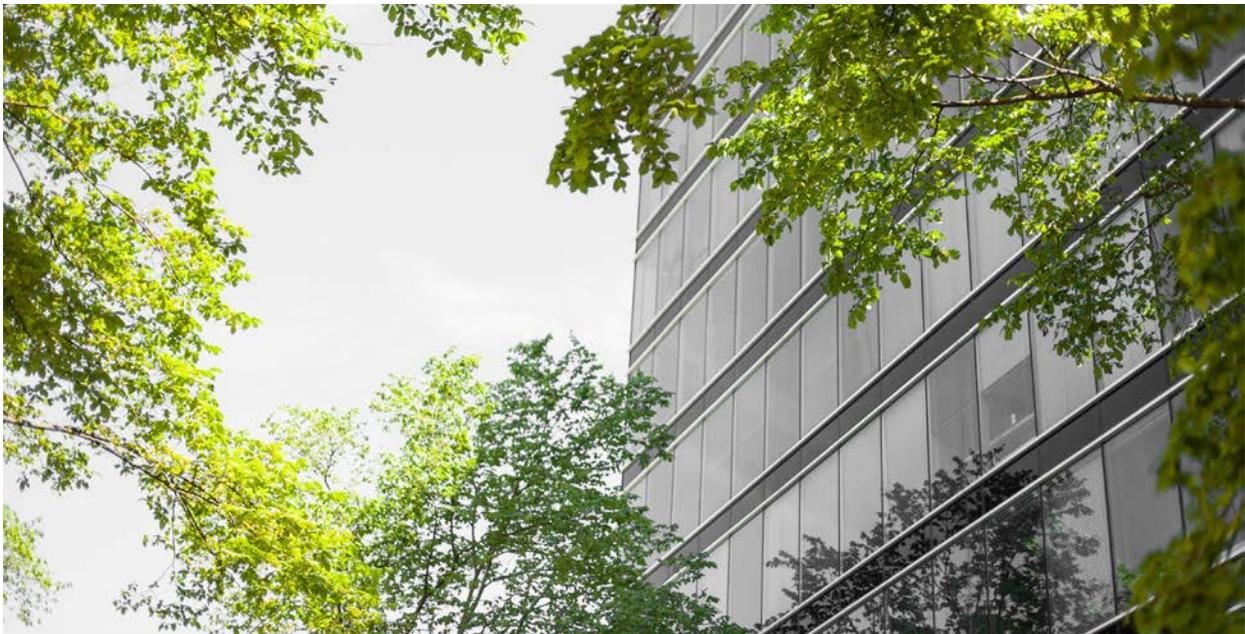


Chez Beutel Goodman, nous continuons à progresser sur le plan de l'ESG en vue de générer pour nos clients un rendement financier ajusté en fonction du risque supérieur, à long terme. Le présent rapport couvre les progrès réalisés en 2022. En 2023, nous poursuivrons notre engagement envers les facteurs ESG, notamment en matière de carboneutralité, de présentation des émissions du champ d'application 3, de contrôle diligent de la chaîne d'approvisionnement, de biodiversité et de diversité afin de nous aider à effectuer une évaluation approfondie des résultats financiers et des perspectives à long terme de chaque société que nous examinons.

Parmi les projets sur lesquels nous continuons de travailler mentionnons les tests de scénarios climatiques, la formation ESG pour le personnel et la possibilité d'ajouter des produits de financement durable. La mobilisation, les votes par procuration et la collaboration restent les piliers de notre approche d'investissement très disciplinée, et sur ces questions cruciales nous voulons avancer avec diligence et réflexion, ce qui nous permettra d'améliorer la valeur financière à long terme des placements de nos clients.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE EN 2022</b>	<b>5</b>
Personnel et Ressources	6
Améliorations des Processus	6
Rapports	7
Initiatives de l'Entreprise	7
Initiatives de Collaboration	8
Leadership Éclairé	9
Fonds d'Obligations Durables	10
<hr/>	
<b>ENGAGEMENTS ET VOTES PAR PROCURATION EN 2022</b>	<b>11</b>
Engagements	12
Votes par Procuration	14



<b>ÉTUDES DE CAS SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE</b>	<b>15</b>
Engagement Conjoint de nos Équipes de Titres à Revenu Fixe et d'Actions Canadiennes	16
Actions Américaines : Amgen Inc.	20
Actions Internationales : TGS ASA	22
Titres à Revenu Fixe: Bilan des Financements Durables en 2022	24
<hr/>	
<b>ANNEXE A. STRATÉGIE D' ACTIONS CANADIENNES</b>	<b>27</b>
Statistiques sur les Votes par Procuration	28
Statistiques sur les Engagements	28
<hr/>	
<b>ANNEXE B. STRATÉGIE D' ACTIONS AMÉRICAINES</b>	<b>29</b>
Statistiques sur les Votes par Procuration	30
Statistiques sur les Engagements	30
<hr/>	
<b>ANNEXE C. STRATÉGIE D' ACTIONS INTERNATIONALES</b>	<b>31</b>
Statistiques sur les Votes par Procuration	32
Statistiques sur les Engagements	32
<hr/>	
<b>ANNEXE D. TITRES À REVENU FIXE</b>	<b>33</b>
Statistiques sur les Votes par Procuration	34
Statistiques sur les Engagements	34
<hr/>	
<b>ANNEXE E. NOTES</b>	<b>35</b>



# ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE EN 2022

## RECHERCHE DE PERSONNEL ET RESSOURCES

En août, Sue McNamara, vice-présidente principale et cheffe de l'analyse du crédit Titres à revenu fixe, a été nommée à ce nouveau poste et elle est dorénavant **cheffe de l'investissement responsable** chez Beutel Goodman. En tant que cheffe de l'investissement responsable, Sue supervise la gouvernance en matière d'investissement responsable et l'application uniforme à l'échelle de l'entreprise de notre approche dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le cadre relatif aux facteurs ESG et sa mise en œuvre, ainsi que les communications connexes. Elle présente son rapport sur toutes les initiatives d'investissement responsable au comité de gestion. Les gestionnaires et les analystes de portefeuille de BG seront toujours responsables de l'ensemble des décisions relatives aux titres et s'appuieront sur notre cadre relatif aux facteurs ESG pour leurs processus analytiques et leurs activités d'engagement auprès des entreprises afin d'améliorer le rendement financier à long terme des placements pour nos clients.

Au cours du premier trimestre, nous avons embauché Kaili Ma, **analyste ESG**, afin de poursuivre le développement de nos capacités internes en matière d'ESG. Elle compte trois ans d'expérience des facteurs ESG dans le secteur des placements et détient le titre de compétences en matière de comptabilité du développement durable (Fundamentals of Sustainability Accounting [FSA]). Kaili travaille avec nos responsables ESG pour améliorer l'efficacité de nos recherches sur l'investissement responsable dans le cadre de notre processus de recherche et d'évaluation de nos activités d'investissement, ainsi que pour produire les rapports réglementaires et les rapports destinés aux clients.

Outre le changement de fournisseur de recherche en ESG (décrit dans notre Rapport annuel de 2021), nous avons mis à niveau notre licence avec **MSCI ESG Research** au cours du deuxième trimestre, ce qui accroît notre capacité d'analyse. Nous sommes donc mieux outillés pour comprendre l'exposition de nos sociétés en portefeuille à certaines activités et controverses, leurs méthodes de gestion et de surveillance des risques liés aux facteurs ESG, ainsi que leur exposition au risque carbone, ce qui facilite notre processus de recherche et d'évaluation. Les rapports sur les risques climatiques au niveau des portefeuilles produits par MSCI, qui mettent en évidence les principaux risques ESG d'un portefeuille et l'augmentation implicite de la température, sont désormais disponibles sur demande.

## AMÉLIORATIONS DU PROCESSUS

Nous continuons à structurer et à affiner nos activités de collecte de données ESG et les communications connexes avec nos équipes des placements afin d'améliorer notre processus de recherche et d'évaluation. Dans le cadre de ces efforts, nous avons amélioré notre **processus de surveillance des facteurs ESG** en documentant dans un fichier de synthèse les données ESG significatives, y compris les engagements associés à ces facteurs, les décisions concernant les votes par procuration, les sujets concernant nos engagements potentiels, les changements apportés aux notations et les progrès réalisés par les sociétés composant nos portefeuilles, ainsi que les controverses liées aux facteurs ESG. Chaque trimestre, nous organisons des **réunions d'évaluation des facteurs ESG** avec les gestionnaires de portefeuille afin de communiquer les informations et d'identifier les sujets de nos engagements futurs.

AMÉLIORATIONS DU  
PROCESSUS

Dans le but de documenter clairement les facteurs ESG significatifs dans nos recherches de placements et notre processus d'évaluation, nos équipes responsables des actions et des titres à revenu fixe se sont employées à créer une **fiche d'information détaillée et standardisée sur les facteurs ESG** qui sera utilisée dans nos rapports de recherche pour toutes les sociétés prises en charge.

L'énoncé de politique d'investissement responsable de Beutel Goodman a été amélioré et mis à jour pour y inclure les informations exigées par le règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« SFDR »). Les améliorations portent principalement sur le cadre de gouvernance de nos activités ESG, ainsi que sur nos initiatives de collaboration. La version actuelle de la politique se trouve [ici](#).

## RAPPORTS

En plus de notre **rapport annuel sur l'investissement responsable** et de nos **rapports trimestriels sur l'investissement responsable**, nous avons travaillé sur notre premier **rapport GIFCC**, qui sera publié en 2023.

## INITIATIVES DE LA SOCIÉTÉ

Michelle Corrado s'est jointe à Beutel Goodman en août 2022 à titre de directrice Ressources humaines. Elle vient renforcer nos capacités en gestion du rendement et développement de carrière et soutenir d'autres initiatives DEI.

En 2022, Beutel Goodman a appuyé la Fondation de bienfaisance Beutel Goodman qui a financé 13 organismes de bienfaisance enregistrés œuvrant à la réussite des jeunes au bien-être mental et aux efforts humanitaires en Ukraine.

Chez Beutel Goodman, nous reconnaissons l'importance de respecter les droits et les intérêts des Autochtones. En 2022, nous avons organisé une séance d'information très suivie qui a été animée par Maurice Switzer, Bnesi, citoyen membre de la Première Nation des Mississaugas d'Alderville, dans le sud de l'Ontario, et auteur de **We are all Treaty People**. M. Switzer nous a parlé de l'histoire et du statut actuel des traités au Canada.



Le **premier rapport sur la transparence dans le cadre des PRI** de Beutel Goodman a été publié sur le site des PRI en septembre 2022. Le rapport est accessible [ici](#). L'organisme des PRI a annoncé que la saison de production des rapports pour 2023 débutera à la mi-mai et se poursuivra jusqu'en août 2023.

Au deuxième trimestre 2022, nous sommes devenus membres de **Climate Action 100+**, tout en maintenant nos engagements. Au troisième trimestre, notre cabinet a été désigné investisseur collaborateur auprès des sociétés prioritaires suivantes : Duke Energy Corp. et Unilever plc. En outre, nous avons achevé la consultation de Climate Action 100+ sur le renouvellement de la stratégie (2023-2030).

Au cours du deuxième trimestre, l'initiative **Engagement climatique Canada (ECC)** dont nous sommes l'un des membres fondateurs, a publié sa liste des entreprises prioritaires, qui comprend les 40 principales entreprises canadiennes sur lesquelles se concentreront ses efforts. Cliquer [ici](#) pour voir la liste détaillée. Nous avons un engagement continu avec Cenovus Energy Inc. et Pembina Pipeline Corp. dans la composante titres à revenu fixe, et avec Lundin Mining Corp., Chemin de fer Canadien Pacifique Ltée et Les Compagnies Loblaw Ltée dans la composante actions parmi les entreprises figurant sur la liste.

Toujours au cours du deuxième trimestre 2022, nous avons signé la **Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques de l'AIIR**, qui reconnaît que le changement climatique représente une menace majeure pour la croissance et la prospérité à long terme, et qu'il est urgent d'accélérer la transition vers une économie à zéro émissions nettes. Nous sommes également devenus membres du

\*Logo utilisé avec la permission d'ECC. Engagement climatique Canada (ECC) est une initiative financière qui favorise le dialogue entre la communauté financière et les sociétés émettrices pour promouvoir une transition juste vers une économie à zéro émissions nettes. Pour en apprendre davantage, veuillez consulter le site <https://climateengagement.ca/fr/a-propos-de-nous/>

réseau **CDP**, un organisme de bienfaisance qui se spécialise dans la publication d'informations environnementales afin d'aider les investisseurs, les entreprises et les villes à gérer les répercussions sur l'environnement.

Au troisième trimestre de 2022, nous avons participé à l'étude sur les **tendances de l'investissement responsable canadien 2022 de l'Association pour l'investissement responsable**. Cette étude analyse l'investissement responsable au Canada en décrivant la taille des investissements, les attentes en matière de croissance et les perspectives du secteur, et en mettant en évidence les pratiques utilisées; son but est de fournir au secteur de l'IR canadien un nouveau portrait fiable.

Beutel Goodman est devenu membre de la **Defined Contribution Institutional Investment Association (DCIIA)**, une communauté de participants du secteur qui se consacre à l'amélioration des régimes à cotisations déterminées offerts par les employeurs en mettant l'accent sur l'accès, l'innovation, les pratiques exemplaires et les approches institutionnelles. Eva Grant, vice-présidente Analyse de portefeuille et investissement responsable, siège au sous-comité ESG de la DCIIA, qui encourage les pratiques exemplaires en vue d'intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les régimes à cotisations déterminées.

Nous nous sommes également joints à d'autres investisseurs canadiens pour présenter le document de travail Options pour plafonner et réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur pétrolier et gazier afin d'atteindre les objectifs de 2030 et la carboneutralité d'ici 2050 lors de la consultation d'**Environnement et Changement climatique Canada**.

Notre cheffe de l'investissement responsable, Sue McNamara, a participé à une table ronde sur les **perspectives des investisseurs quant aux analyses et aux cotes ESG des titres à revenu fixe** lors du Symposium sur la dette durable organisé par RBC Marchés des Capitaux, le 6 avril 2022. Les discussions ont porté sur l'utilité et les caractéristiques des cotes ESG indépendantes, les défis qui se posent dans ce domaine, ainsi que sur la structure du marché de la dette durable. Sue McNamara a également participé à une table ronde sur **l'essor des solutions de financement liées à la durabilité** lors de la conférence de Responsible Investor Canada, le 19 octobre 2022. Il a été question des incitatifs ESG pour les emprunteurs, des modèles innovants sur le marché canadien et de l'incidence des solutions de financement liées à la durabilité. Le 29 novembre, Sue a participé à la table ronde sur l'investissement durable lors du forum du Comité des femmes dirigeantes de Valeurs Mobilières TD et a fait une **présentation détaillée de l'investissement durable**.



## LEADERSHIP ÉCLAIRÉ

Cette année, nous avons publié deux **articles** sur l'investissement responsable. Nous avons également présenté un **webinaire** auquel notre cheffe de l'investissement responsable a participé.

- [Transition énergétique : Une occasion à saisir et un risque à prendre](#), Beutel Goodman, 15 mars 2022
- [Saison des votes par procuration 2022 – Sommaire](#), Beutel Goodman, 3 août 2022
- [3 questions clés sur l'investissement responsable](#) (webinaire), 26 octobre 2022

## FONDS D'OBLIGATIONS DURABLES BG

En juin 2022, nous avons lancé un nouveau fonds privé pour les clients possédant un compte géré discrétionnaire, le Fonds d'obligations durables BG, dont le mandat est d'investir principalement dans des titres de créance libellés en dollars canadiens en utilisant une approche d'investissement responsable qui doit permettre de réduire nettement l'empreinte carbone du fonds par rapport à son indice de référence au fil du temps.

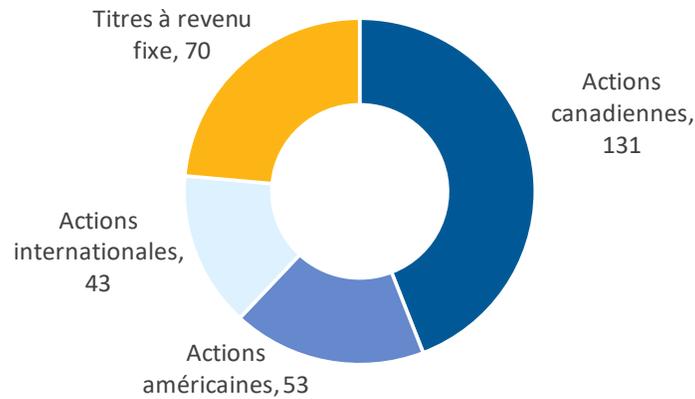
A photograph of rolling green hills under a bright sky, with a blue rectangular overlay at the bottom containing the title text.

# ENGAGEMENTS ET VOTES PAR PROCURATION EN 2022

## ENGAGEMENTS

Nous engageons des conversations actives et un dialogue direct avec les équipes de direction et les conseils d'administration des sociétés au sujet des enjeux ESG dans le cadre de notre diligence raisonnable et de notre surveillance continue des placements, car des pratiques ESG inadéquates peuvent nuire au rendement financier futur de la société. En 2022, nos équipes des placements ont tenu **297 engagements** au cours desquels des discussions au sujet des facteurs ESG ont eu lieu avec les membres de la direction ou des conseils d'administration des sociétés qui composent nos portefeuilles. Ces réunions étaient réparties entre nos trois équipes des placements (actions canadiennes, actions américaines et internationales, et titres à revenu fixe), ce qui réaffirme l'engagement de tous nos professionnels envers l'intégration éclairée des facteurs ESG dans nos processus afin de soutenir le rendement financier et la valeur à long terme de chaque société.

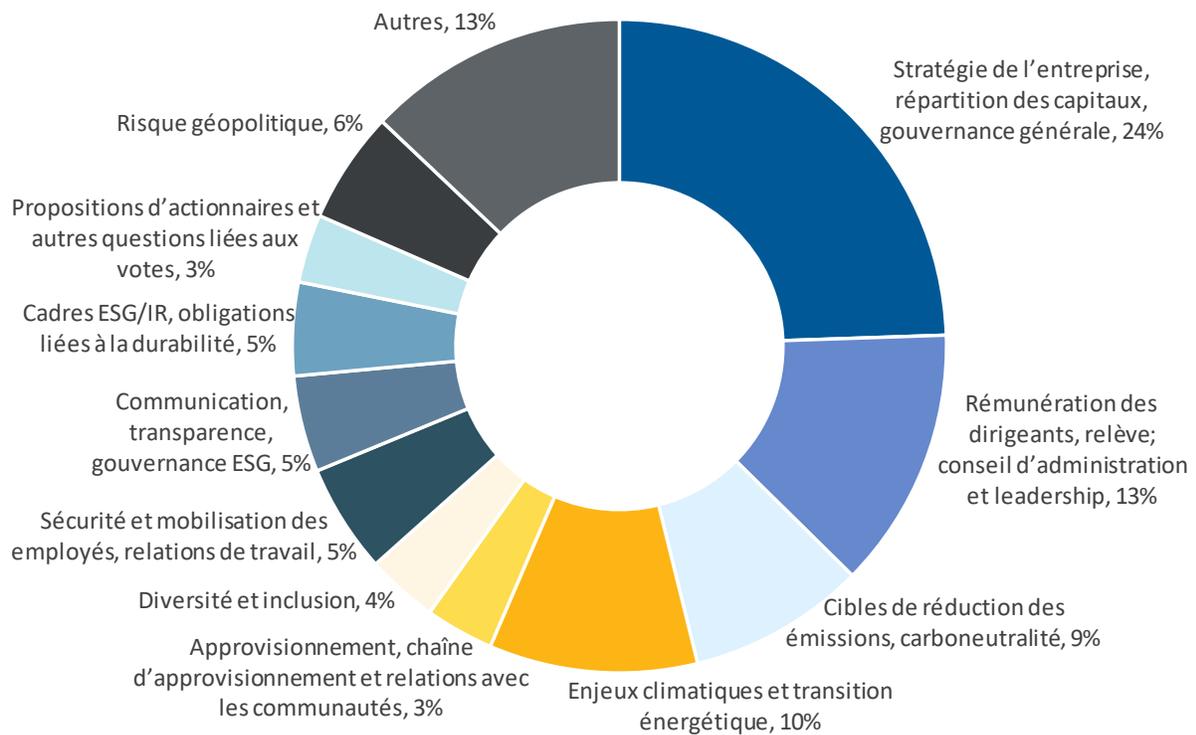
Engagements par catégorie d'actifs



Une vue d'ensemble des statistiques sur nos engagements en 2022, ventilées par catégorie d'actifs est présentée aux annexes [A](#) [B](#) [C](#) et [D](#). Nous incluons les engagements qui comprennent à la fois des titres à revenu fixe et des actions dans la catégorie des actions pour éviter un double comptage.

En 2022, nos équipes des placements ont gardé le cap sur plusieurs cibles d'engagement, comme le montre le graphique ci-dessous. À la suite du déclenchement de la guerre de la Russie contre l'Ukraine en février, nous avons eu de nombreuses conversations avec les sociétés composant nos portefeuilles à ce sujet, que nous avons classées dans la catégorie « Risque géopolitique ».

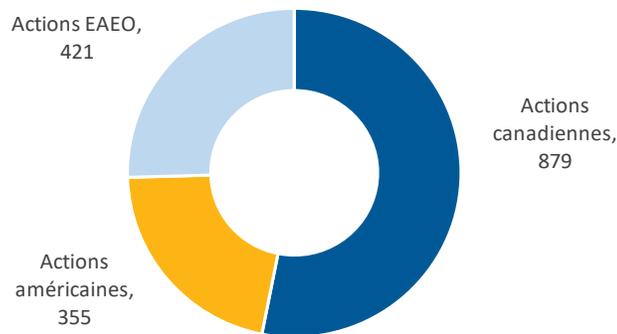
### Engagements par thème



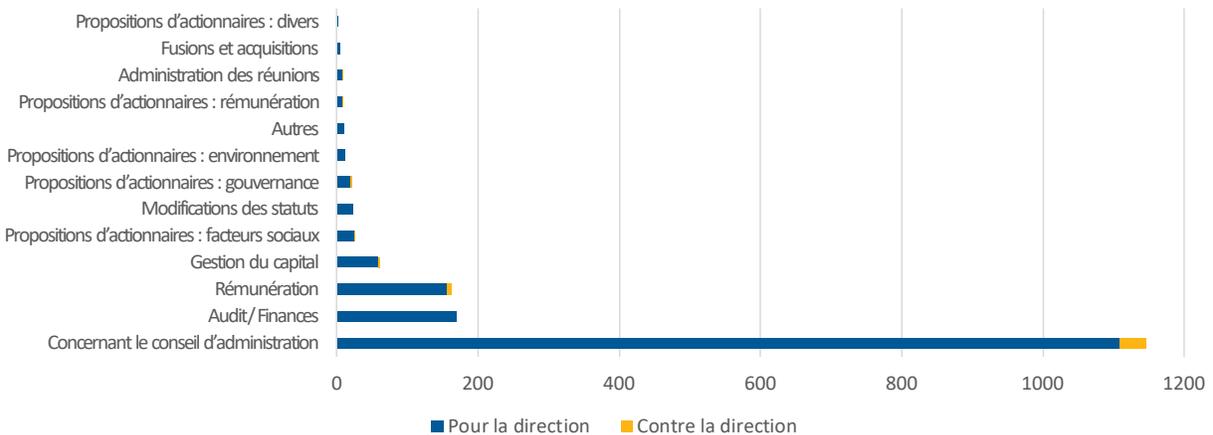
## VOTES PAR PROCURATION

Les statistiques sur nos votes par procuration ci-dessous ont été regroupées pour tous les comptes dont Beutel Goodman assure la gestion discrétionnaire, toutes stratégies confondues. Lorsque nous votons sur une proposition qui concerne l'approche ESG d'une société, nous votons de manière à soutenir le rendement financier et la valeur à long terme de cette société. En fin de compte chaque vote est exprimé au cas par cas, en prenant en considération les faits et les circonstances observés au moment du vote.

Propositions votées par stratégie



Propositions votées par catégorie et pour/contre la direction



Une vue d'ensemble des statistiques sur nos votes par procuration en 2022 pour nos divers fonds vedettes est présentée aux annexes [A](#) [B](#) et [C](#).



**ÉTUDES DE CAS SUR  
L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE**



## ENGAGEMENTS QUI COMPRENENT À LA FOIS DES TITRES À REVENU FIXE ET DES ACTIONS CANADIENNES : CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE

Au deuxième trimestre, les équipes des actions et des titres à revenu fixe ont rencontré la vice-présidente, Marchés financiers, la directrice générale, Relations avec les investisseurs, et le vice-président, Sécurité, environnement et affaires réglementaires, de Chemin de fer Canadien Pacifique.

Entre autres sujets relatifs à l'ESG, nous avons discuté de l'engagement de la société à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, de ses cibles de réduction des émissions, de ses politiques de sécurité et de ses relations avec les Autochtones.

Notre engagement visait notamment à aborder la question de l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050, compte tenu du risque que cet enjeu fait peser sur le rendement financier futur de la société. Plus précisément, nous voulions savoir où la société se situait par rapport à cette initiative et si elle comptait suivre l'exemple du CN, qui avait annoncé au quatrième trimestre 2021 son ambition de devenir carboneutre en 2050.

Les chemins de fer jouent un rôle essentiel dans la circulation des marchandises tant à l'échelle nationale qu'internationale. Selon l'American Association of Railroads, le fret ferroviaire représente environ 40 % du fret transporté sur de longues distances aux États-Unis (mesuré en tonnes-milles <sup>1</sup>), soit plus que tout autre mode de transport. Les chemins de fer sont l'épine dorsale des économies car ils transportent tous les types de marchandises : produits agricoles et alimentaires, produits chimiques, matériaux de construction, charbon, pétrole brut composants automobiles, bois d'œuvre, conteneurs ou remorques de camions (transport intermodal), etc.

Le secteur des transports contribue de manière importante aux émissions mondiales de GES, dont une grande partie est difficile à réduire. Les chemins de fer sont le moyen le plus économe en carburant pour transporter des marchandises par voie terrestre; en effet, le transport d'une tonne de marchandises représente une consommation de carburant d'environ 500 miles par gallon en moyenne<sup>2</sup>. Le transport ferroviaire est ainsi de 3 à 4 fois plus efficace que le transport par camion. De plus, le transport par rail plutôt que par camion permet de réduire les émissions de GES jusqu'à 75 % en moyenne<sup>3</sup>. Par conséquent, bien que le transport ferroviaire représente un pourcentage important du volume des marchandises transportées, il n'est responsable que de 2 % des émissions de GES liées au transport<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup><https://www.aar.org/facts-figures#Economic-Impact>

<sup>2</sup><https://www.aar.org/facts-figures#Fuel-efficiency>

<sup>3</sup>ibid

Même si sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre générées par les transports est faible, le secteur ferroviaire continue néanmoins de chercher des moyens novateurs de réduire son empreinte carbone. Les représentants du secteur reconnaissent presque unanimement que le meilleur moyen de réduire les émissions est de modifier les locomotives. Toutefois, on ne s'entend pas sur la meilleure façon de faire.

Par exemple, le CN étudie l'utilisation de locomotives électriques sur son réseau; au quatrième trimestre 2021, la société a annoncé l'achat d'une locomotive électrique produite par Wabtec (FLXdrive). Le CP étudie quant à lui l'utilisation de l'hydrogène pour propulser ses locomotives, tandis que Burlington Northern Santa Fe (BNSF) explore les deux options. Le CP n'a pas encore pris d'engagement explicite sur la réduction à zéro de ses émissions de GES d'ici 2050, car la direction souhaite d'abord établir une feuille de route réaliste comportant des jalons précis. L'approche disciplinée du CN envers le transport ferroviaire de précision s'étend à l'examen des locomotives à hydrogène. Le CP mène des études approfondies pour comprendre comment une locomotive alimentée par une autre source de carburant peut s'intégrer à son réseau. Grâce au modèle de transport ferroviaire de précision, la société comprendra beaucoup mieux comment adapter ses activités pour intégrer un nouveau

type de locomotive. Par exemple, pour convertir une locomotive en locomotive électrique, il faut la reconstruire (ce qui est coûteux), tandis que pour convertir une locomotive à l'hydrogène, il suffit d'effectuer une mise à niveau à partir de la caisse existante, et l'encombrement demeure inchangé. En outre, alors que les locomotives électriques ont besoin d'emplacements de recharge en dehors des voies principales, ce qui augmente généralement les temps d'arrêt, le ravitaillement d'une locomotive à hydrogène est similaire à celui d'une locomotive diesel et peut s'effectuer avec un minimum de changements opérationnels. En d'autres termes, le CP recherche la source de carburant de remplacement qui conviendra le mieux à son réseau à long terme, d'où son hésitation à s'engager à réduire ses émissions à zéro sans disposer d'une feuille de route.

Bien que le CP n'ait pas encore pris l'engagement explicite de devenir carboneutre d'ici 2050, il a publié en 2021 une stratégie climatique ainsi que des objectifs ambitieux de réduction des émissions, ce qui constitue une étape intermédiaire efficace. Le CP a défini deux objectifs de réduction des émissions fondés sur des données scientifiques, qui concernent 100 % de ses émissions des champs d'application 1 et 2, et plus de la moitié de ses émissions du champ d'application 3.

- Le CP s'est engagé à réduire de plus de 38 % l'intensité des émissions de GES des champs d'application 1, 2 et 3 de ses locomotives d'ici 2030.
- Le CP s'est également engagé à réduire de plus de 27 % les émissions absolues de GES des champs d'application 1 et 2 provenant de ses autres activités d'ici 2030.

Dans les deux cas, l'année de référence pour les émissions de GES sera 2019. La société a mis en place un groupe de travail sur la réduction des émissions de carbone afin d'évaluer les changements opérationnels susceptibles de contribuer à la réalisation de ces objectifs. Bien que la réduction des émissions ne soit pas un processus linéaire, la société note qu'elle dispose de nombreux atouts pour y parvenir d'ici 2050. Par ailleurs, les biocarburants joueront également un rôle important dans la mesure où l'offre et la qualité continuent de s'améliorer.

En outre, nous nous sommes entretenus avec le CP sur des questions sociales, soit la sécurité et les relations avec les Autochtones. Le CP possède une solide culture de sécurité à tous les échelons de l'organisation – la rémunération de la haute direction est liée à la fréquence des accidents, et toutes les formations internes comportent un volet sécurité, même pour les employés de bureau. De plus, pour la société la notion de sécurité doit s'étendre à d'autres sphères d'activité, comme l'intégrité des

données, les contrôles comptables et tout autre aspect permettant d'assurer la sécurité de l'environnement de travail. Le CP a redéfini la manière dont chaque service applique les normes de sécurité et promeut une culture de sécurité auprès de tous ses employés. Les résultats parlent d'eux-mêmes, puisque 2021 a marqué la 16e année consécutive au cours de laquelle le CP a enregistré le plus faible taux de fréquence d'accidents ferroviaires déclarables (par million de trains-milles) auprès de la Federal Railroad Administration parmi les compagnies de chemin de fer de catégorie 1 en Amérique du Nord.

La gestion des relations du CP avec les Autochtones se fait à la fois en externe et en interne. Les relations externes se caractérisent par une longue tradition de collaboration respectueuse avec les partenaires autochtones notamment par la sollicitation de fournisseurs autochtones pour les travaux de terrassement et les programmes de remédiation, par la participation active au sein des communautés



et par la promotion d'une culture de sécurité dans les communautés autochtones situées au bord des voies ferrées. D'ailleurs, le CP veille à ce que toutes ces communautés autochtones notamment dans les régions éloignées, reçoivent la formation et les ressources nécessaires pour répondre aux situations d'urgence; pour ce faire, la société est régulièrement en contact avec les communautés pour les informer des pratiques de sécurité et écouter leurs préoccupations. Quant à la gestion en interne des relations, elle se traduit par des mesures visant à assurer une représentation autochtone au sein du personnel et à éliminer tout obstacle dans les pratiques du CP. Par exemple, on a constaté que le fait d'exiger un diplôme comme condition d'embauche constituait un obstacle. Lorsque la société a abandonné cette exigence, le nombre de candidatures a augmenté. Un programme de formation a également été mis en place pour permettre aux employés d'obtenir l'équivalent d'un diplôme d'études secondaires tout en travaillant. Qui plus est le Surface Transportation Board (l'organisme de réglementation américain) reconnaît l'importance des relations avec les Autochtones et demande souvent des conseils aux compagnies ferroviaires canadiennes sur la meilleure façon d'aborder cette question aux États-Unis, car ce pays a quelques années de retard sur le Canada dans ce domaine.

Grâce à l'engagement, nous pouvons mieux comprendre l'approche des sociétés à l'égard de divers facteurs ESG et l'incidence de ces facteurs sur l'évaluation et le profil de risque. Dans le cas de CP il a été utile de comprendre son raisonnement sur les initiatives de carboneutralité – le simple fait que la société ne se soit pas engagée publiquement à devenir carboneutre d'ici 2050 ne signifie pas qu'elle ne cherche pas à atteindre cet objectif : elle souhaite d'abord préparer une feuille de route et en définir les jalons avant de prendre engagement ferme.

## ACTIONS AMÉRICAINES : AMGEN INC.

Compte tenu de l'importance qu'il accorde à l'engagement des actionnaires, le conseil d'administration d'Amgen Inc. nous a contactés pour discuter de plusieurs questions concernant l'ESG.

Le conseil d'administration d'Amgen possède une vaste expérience dans les domaines de la science et des soins de santé, ce qui est essentiel pour une société de biotechnologie, mais il aurait besoin en son sein d'une plus grande diversité des genres. Actuellement, sur un total de 13 membres, il ne compte que trois femmes, ce qui est inférieur à 30 %. Or, comme Amgen sait que Glass Lewis recommandera de voter contre le président du comité des candidatures de tout conseil dont moins de 30 % des membres sont issus de la diversité des genres, elle s'interroge sur les incidences de la situation. Le conseil compte également trois administrateurs issus de la diversité raciale. Huit nouveaux administrateurs ont été nommés au conseil depuis 2015, ce qui indique la mise en œuvre de bonnes pratiques de renouvellement de ses membres, mais la société admet que des efforts supplémentaires sont nécessaires sur le plan de la diversité.



Parmi les autres pratiques de renouvellement des membres du conseil d'administration, on peut citer l'âge de départ fixé à 75 ans, ce qui permettra un autre renouvellement en 2024, et le fait de limiter à six ans la durée d'un mandat d'administrateur, ce qui est approprié.

Selon nous, la rémunération des dirigeants est un aspect essentiel du respect des intérêts des actionnaires. Nous sommes d'avis que le régime d'intéressement d'Amgen est bien structuré, car il est axé sur les rendements fondés sur les actions à long terme. Également, nous apprécions que l'ESG soit une composante du régime d'intéressement à court terme et que des indicateurs clés de performance (ICP) ESG soient utilisés pour calculer la rémunération des dirigeants : 5 % de la rémunération est lié à l'atteinte d'objectifs de diversité, d'inclusion et d'appartenance et d'objectifs environnementaux. Nous croyons qu'en liant la rémunération à l'atteinte de ces objectifs, cela envoie un signal fort à l'ensemble de l'organisation sur l'importance cruciale des facteurs ESG, qui seront évalués chaque année. Le conseil d'administration



d'Amgen a également indiqué que des discussions étaient en cours pour que les facteurs ESG soit pris en compte dans le programme de rémunération à long terme.

Amgen a récemment annoncé un nouveau plan de durabilité environnementale qui comprend un objectif de carboneutralité pour les émissions des champs d'application 1 et 2 découlant de ses activités d'ici 2027. Les objectifs d'émissions ont été approuvés par l'initiative SBTi (Science Based Targets initiative), ce qui confirme qu'ils sont conformes aux objectifs de l'Accord de Paris. Nous avons demandé pourquoi Amgen ne s'était pas fixé comme objectif de réduire à zéro ses émissions de GES et nous avons discuté de la différence entre la carboneutralité et le zéro émissions nettes. Amgen a recours à la compensation carbone et à l'achat de certificats verts et s'engage à acheter de l'énergie verte lorsque c'est possible. Les objectifs fixés pour 2027 sont ambitieux, et la société a indiqué qu'elle prendrait d'autres engagements pour 2050 en temps opportun.

Amgen s'efforce également d'améliorer l'équité en santé grâce à des initiatives portant sur la diversité dans les essais cliniques et la diversité des fournisseurs. La Safety Net Foundation d'Amgen se concentre sur le soutien aux patients afin d'élargir l'accès aux médicaments. La société doit surmonter les difficultés inhérentes au transport sûr des produits dans les pays à faible revenu en s'associant à des organisations sans but lucratif qui y sont bien implantées.

Nous continuerons à surveiller les progrès d'Amgen en matière de diversité au sein du conseil d'administration, son plan de durabilité et ses objectifs de réduction des émissions, ainsi que leur impact sur l'évaluation et le profil de risque de la société.

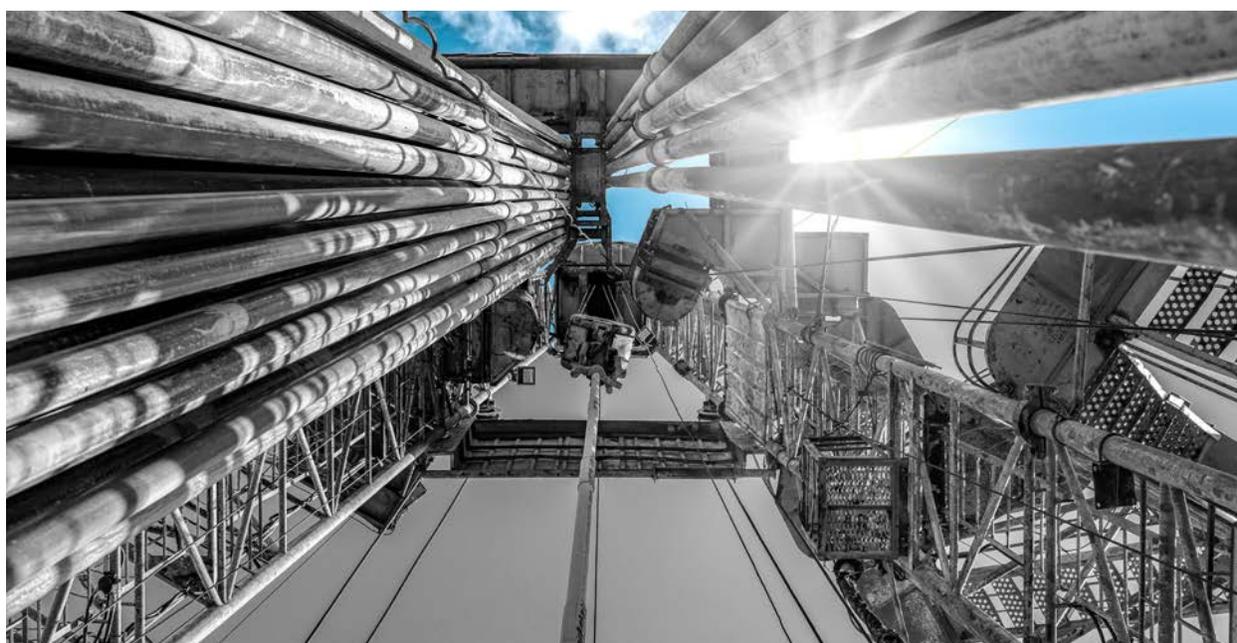
## ACTIONS INTERNATIONALES : TGS ASA

La société de services énergétiques TGS ASA fournit un bon exemple de la manière dont nous analysons les risques et les occasions ESG et dont nous nous engageons auprès des entreprises dans le cadre de notre processus de recherche fondamentale. Lors d'un appel téléphonique avec un membre du comité des candidatures de TGS, nous avons discuté de l'exposition de la société à la Russie et, plus largement, de la sécurité et de la transition énergétiques. Alors qu'il nous assurait que l'exposition de TGS à la Russie était effectivement nulle, la conversation a pris une tournure intéressante et s'est poursuivie sur le rôle du gaz naturel dans la transition énergétique sur la nécessité d'équilibrer le développement des sources d'énergie verte ou renouvelable avec un approvisionnement sûr et régulier en énergie conventionnelle, et sur le rôle crucial que TGS avait à jouer dans ces domaines.

TGS est par nature une société d'acquisition et d'analyse de données dont les services peuvent être appliqués à tout utilisateur ayant besoin d'une cartographie détaillée du sous-

sol. Ces utilisateurs peuvent être intéressés par le captage et le stockage du carbone, l'énergie géothermique ou l'énergie éolienne en mer autant de domaines dans lesquels TGS est déjà engagée. Nous avons soutenu les efforts de la société pour développer ces secteurs d'activité. Toutefois, à l'heure actuelle, TGS sert principalement des clients du secteur de l'énergie traditionnelle. Malgré cela, nous reconnaissons que le chemin vers la réduction des émissions de carbone à l'échelle mondiale est long et qu'il passera par de multiples étapes de réduction de l'intensité carbonique. Par ailleurs, la guerre entre la Russie et l'Ukraine a mis en évidence les enjeux sociaux qui sont étroitement liés au commerce mondial de l'énergie.

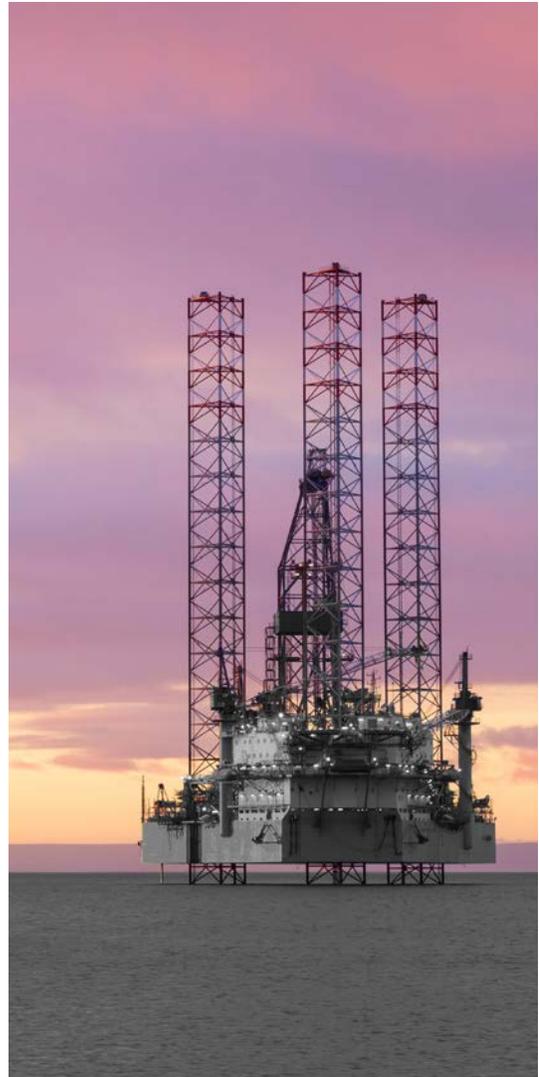
Notre recherche fondamentale et notre processus d'évaluation du secteur de l'énergie portent sur trois axes prioritaires : la transition vers des combustibles plus propres (par exemple, du charbon thermique au gaz naturel), la réduction de l'intensité carbonique entre le puits et le consommateur (c'est-à-dire



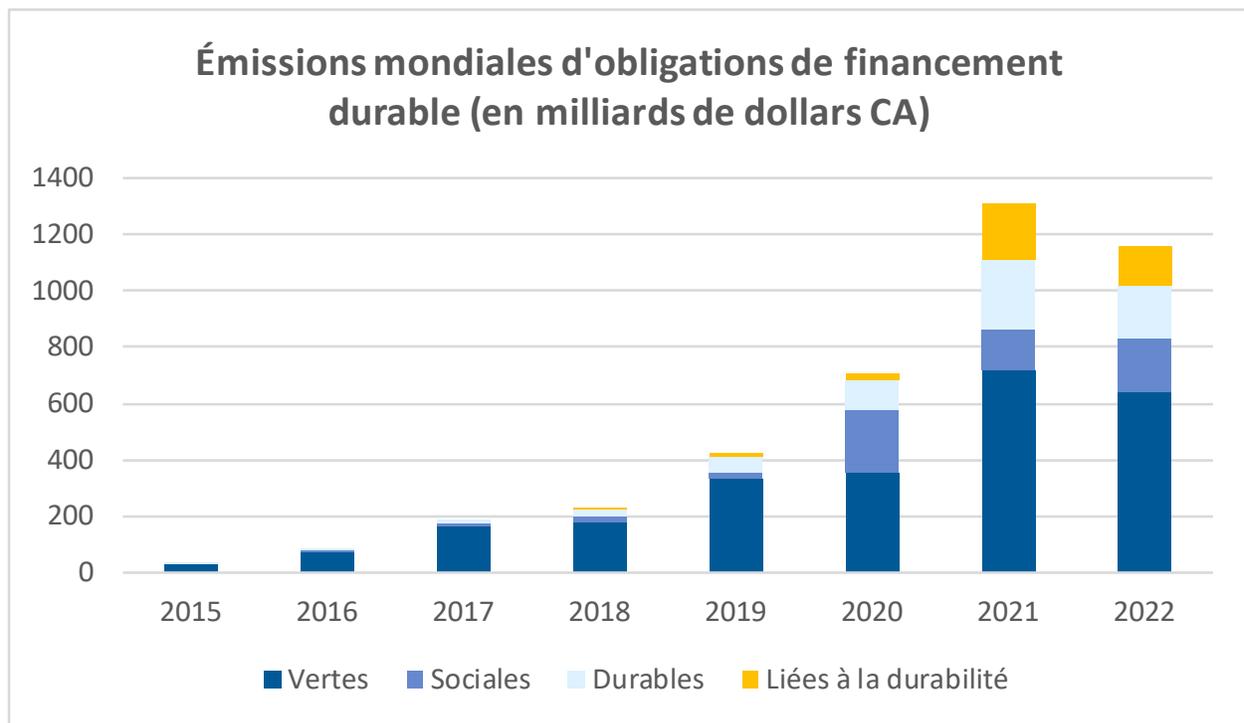
sur l'ensemble de la chaîne de production jusqu'au consommateur final), et le réalignement des chaînes d'approvisionnement vers des régions dotées d'un cadre réglementaire solide et fermement attachées au principe de la primauté du droit (en ce qui concerne les questions sociales et de gouvernance). Les annonces faites en 2021 par les États-Unis et le Royaume-Uni concernant la reprise de l'exploitation du pétrole et du gaz dans le golfe du Mexique et l'octroi de licences en mer du Nord, respectivement sont à notre avis positives. La mer du Nord et le golfe du Mexique produisent actuellement le pétrole à plus faible intensité de carbone (extraction et raffinage), et les institutions régionales y assurent la primauté du droit et le respect des droits de la personne.

Les technologies numériques actuelles de TGS répondent à ces trois priorités. Nous pensons qu'il y aura une forte demande pour ces technologies à mesure que le monde prendra conscience qu'il est resté longtemps inactif sur le plan des dépenses d'exploration, ce qui a eu un coût, comme l'a montré la guerre entre la Russie et l'Ukraine. La transition du charbon thermique au gaz naturel nécessite la découverte de nouvelles réserves de gaz pour lancer la production. Les données mondiales de TGS sur le sous-sol représentent un excellent point de départ pour ce travail. La réduction de l'intensité carbonique entre le puits et le consommateur

requiert un déplacement de la production vers des réserves de meilleure qualité. Des régions comme le golfe du Mexique et la mer du Nord continueront à faire l'objet de réinvestissements à mesure que les intervenants du secteur de l'énergie se rendront compte que des sources plus propres et un soutien politique permettront de mieux répondre à la demande au cours de la longue transition énergétique. Enfin, les impératifs sociaux qui pèsent sur l'industrie de l'énergie forceront un déplacement de l'offre vers des régions plus stables et où le respect de l'environnement et des travailleurs est assuré. Les services de TGS sont bien placés pour trouver les ressources appropriées afin de réaliser ces priorités.



## TITRES À REVENU FIXE : BILAN DES FINANCEMENTS DURABLES EN 2022



Source : Bloomberg Finance L.P., au 31 décembre 2022

Les émissions d'obligations de financement durable ont diminué en 2022 d'environ 12 % par rapport à 2021, après plusieurs années de croissance rapide. Plusieurs raisons expliquent cette baisse mais à notre avis, aucune ne laisse présager la mort imminente de ce produit. Ce recul à l'échelle mondiale s'explique par la hausse des taux d'intérêt et les périodes de volatilité des marchés, qui ont réduit les possibilités de nouvelles émissions. C'est dans le secteur des obligations de sociétés à rendement élevé, source importante de financement durable pour les entreprises que la diminution des nouvelles émissions a été la plus marquée. On a également assisté à un affaiblissement des primes vertes, voire à leur disparition, ce qui a pu inciter certains émetteurs à se tenir à l'écart.

En 2022, 1,15 billion de dollars canadiens d'obligations de financement durable ont été émis à l'échelle mondiale. Les obligations vertes constituent toujours la majorité des émissions, soit 55 %, suivies des obligations sociales et des obligations durables (15 % chacun), puis des obligations liées à la durabilité (14 %).

L'émission d'obligations liées à la durabilité a connu une nette diminution (31 %) par rapport à l'année précédente. Cela s'explique principalement par les difficultés de croissance du secteur. Des cadres mal conçus pour les obligations liées à la durabilité ont mis en évidence des cas d'écoblanchiment. Dans l'un de ces cas, une entreprise avait déjà atteint l'un des ICP définis pour l'obligation avant même qu'elle ait été émise. Une autre entreprise a lié les ICP à la réduction de ses émissions des champs d'application 1 et 2, alors que son empreinte carbone provient essentiellement de ses émissions du champ d'application 3. Il est probable que la crainte d'être accusé d'écoblanchiment a fait hésiter plusieurs émetteurs potentiels d'obligations liées à la durabilité.

Nous pensons que les obligations liées à la durabilité vont continuer à jouer un rôle clé sur le marché durable, car les investisseurs font pression pour que des cadres plus stricts soient adoptés.

Dans le cadre de notre processus, nous avons examiné les éléments suivants:

1. les ICP;
2. le délai écoulé entre la date d'observation de l'ICP et la date d'échéance de l'obligation;
3. l'imposition de pénalités réellement dissuasives en cas de non-respect de l'ICP.

En 2022, l'annonce de deux initiatives pourrait également renforcer le marché des obligations liées à la durabilité. D'abord, l'International Capital Markets Association a publié un registre de 300 ICP acceptables. Ensuite, la Climate Bond Initiative a déclaré qu'elle prévoyait commencer à certifier les cadres des obligations liées à la durabilité. Les entreprises peuvent aussi donner une plus grande crédibilité à leur cadre en faisant certifier leurs émissions et leurs objectifs par l'initiative SBTi (Science Based Targets initiative).

La société polonaise de raffinage de pétrole PKN Orlen a été la première dont l'obligation liée à la durabilité a raté son objectif en 2022, ce qui a entraîné une augmentation du taux de son coupon. L'un de ses ICP était lié à sa cote attribuée par MSCI. L'objectif de la société était de maintenir ou d'améliorer sa cote « A ». Après que MSCI a abaissé la cote de la société d'un cran à BBB en décembre 2021, cette dernière a dû augmenter de 10 points de base le taux du coupon des obligations en circulation, dont la valeur s'élève à un milliard de zlotys. Nous constatons que relativement peu d'obligations liées à la durabilité disposent d'ICP liés à des cotes indépendantes. Nous croyons qu'à l'avenir la crise énergétique en Europe et l'annulation

de certains projets de transition énergétique risquent de faire passer la sécurité énergétique avant les questions environnementales, ce qui pourrait amener certaines sociétés européennes du secteur de l'énergie à ne pas respecter leurs ICP en 2023.

Les émissions quasi souveraines ont représenté 48 % des émissions de financement durable suivies des émissions de sociétés (44 %), des émissions souveraines (5 %) et des émissions titrisées (3 %). Les principaux émetteurs souverains étaient l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne. L'Uruguay a émis une obligation liée à la durabilité assez unique en 2022. Les ICP étaient liés à deux objectifs, soit 1) les contributions déterminées au niveau nationaux



---

Les contributions déterminées au niveau national sont au cœur de l'Accord de Paris et de la réalisation de ses objectifs de long terme. Elles incarnent les efforts déployés par chaque pays pour réduire leurs émissions nationales et s'adapter aux effets des changements climatiques.



et 2) la biodiversité (préservation de la forêt naturelle du pays). Si le gouvernement uruguayen n'atteint pas ses ICP, il est pénalisé par une augmentation du taux du coupon; en revanche, si le pays dépasse ses objectifs, il bénéficie d'une réduction de ce taux. Il convient également de noter que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a émis une obligation à impact dont le produit serait utilisé pour la protection et l'augmentation de la population de rhinocéros noirs en Afrique du Sud.

Au Canada, 38 émissions de financement durable ont été répertoriées au cours de l'année : 66 % d'obligations vertes, 16 % d'obligations durables, 15 % d'obligations liées à la durabilité et 3 % d'obligations sociales. Les émissions d'obligations vertes continuent d'être dominées par les FPI et les producteurs d'énergie en ce qui concerne les entreprises, et par les institutions supranationales, les provinces et les municipalités en ce qui concerne le gouvernement. On notera qu'Ontario Power Generation a suivi l'exemple de Bruce Power en émettant une obligation verte dont le produit est destiné à financer des projets nucléaires. Seules trois sociétés canadiennes, Enbridge, Telus et Tamarack Valley Energy, ont émis des obligations liées à la durabilité. Le gouvernement du Canada a émis sa première obligation verte en 2022, suivie d'une petite émission d'obligations sociales destinées à aider l'Ukraine. Nous avons bon espoir que le Canada publiera bientôt une taxonomie pour faciliter l'émission d'obligations de transition. Nous pensons que les obligations de transition constituent une occasion financière majeure, en particulier pour un pays comme le Canada, dont une part importante de l'économie est liée à des secteurs où les émissions sont difficiles à réduire. En mars 2022, Exportation et développement Canada (EDC) a publié un nouveau cadre d'obligations durables qui inclut la possibilité d'émettre des obligations de transition. Cependant, nous ne pensons pas que les obligations liées à la durabilité remplaceront les obligations de transition, car ces dernières ont une structure plus propre étant donné que l'utilisation du produit tiré d'une émission d'obligations est directement liée à des projets de réduction des émissions de carbone plutôt qu'aux besoins généraux de l'entreprise.

Aux États-Unis, 118 émissions de financement durable ont été réalisées au cours de l'exercice, pour un total de 81,8 milliards de dollars canadiens, répartis comme suit : 48 % d'obligations vertes, 24 % d'obligations durables, 23 % d'obligations liées à la durabilité et 5 % d'obligations sociales. Les émissions d'entreprises ont été dominées par les secteurs des finances, des services publics et de l'industrie. Au cours de l'exercice, les principaux émetteurs ont été Citigroup, Prologis LP, S&P Global et General Motors. La société californienne de services publics PG&E a émis une obligation verte titrisée en 2022, dont le produit servira à financer les dépenses et les frais déjà engagés pour atténuer les effets des feux de forêt.

A photograph of rolling green hills, likely a landscape of agricultural fields, with varying shades of green and some shadows. The hills are viewed from a slightly elevated perspective, showing the curves of the terrain.

# **ANNEXE A. STRATÉGIE D' ACTIONS CANADIENNES**

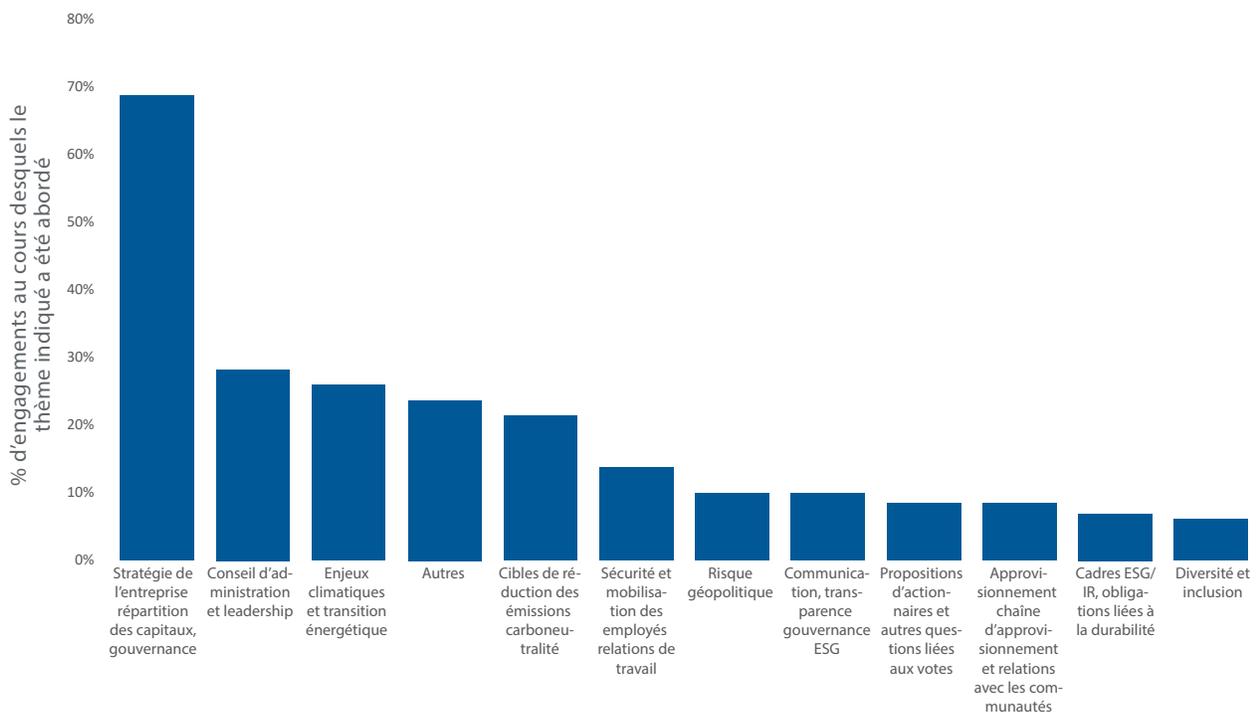
# STRATÉGIE D' ACTIONS CANADIENNES

## STATISTIQUES SUR LES VOTES PAR PROCURATION

Proposition par type de catégorie	Vote pour la direction	Vote contre la direction	Aucun vote	Total
<b>Totaux</b>	<b>856</b>	<b>23</b>	<b>0</b>	<b>879</b>
Audit/Finances	70	0	0	70
Concernant le conseil d'administration	659	19	0	678
Gestion du capital	1	0	0	1
Modifications des statuts	10	0	0	10
Rémunération	69	3	0	72
Fusions et acquisitions	4	0	0	4
Administration des réunions	0	1	0	1
Autres	2	0	0	2
Propositions d'actionnaires : rémunération	2	0	0	2
Propositions d'actionnaires : environnement	12	0	0	12
Propositions d'actionnaires : gouvernance	13	0	0	13
Propositions d'actionnaires : facteurs sociaux	14	0	0	14

## STATISTIQUES SUR LES ENGAGEMENTS

### Engagements par thème



A photograph of rolling green hills under a bright sky, with a blue rectangular box overlaid at the bottom containing the title text.

# **ANNEXE B. STRATÉGIE D'ACTION AMÉRICAINES**

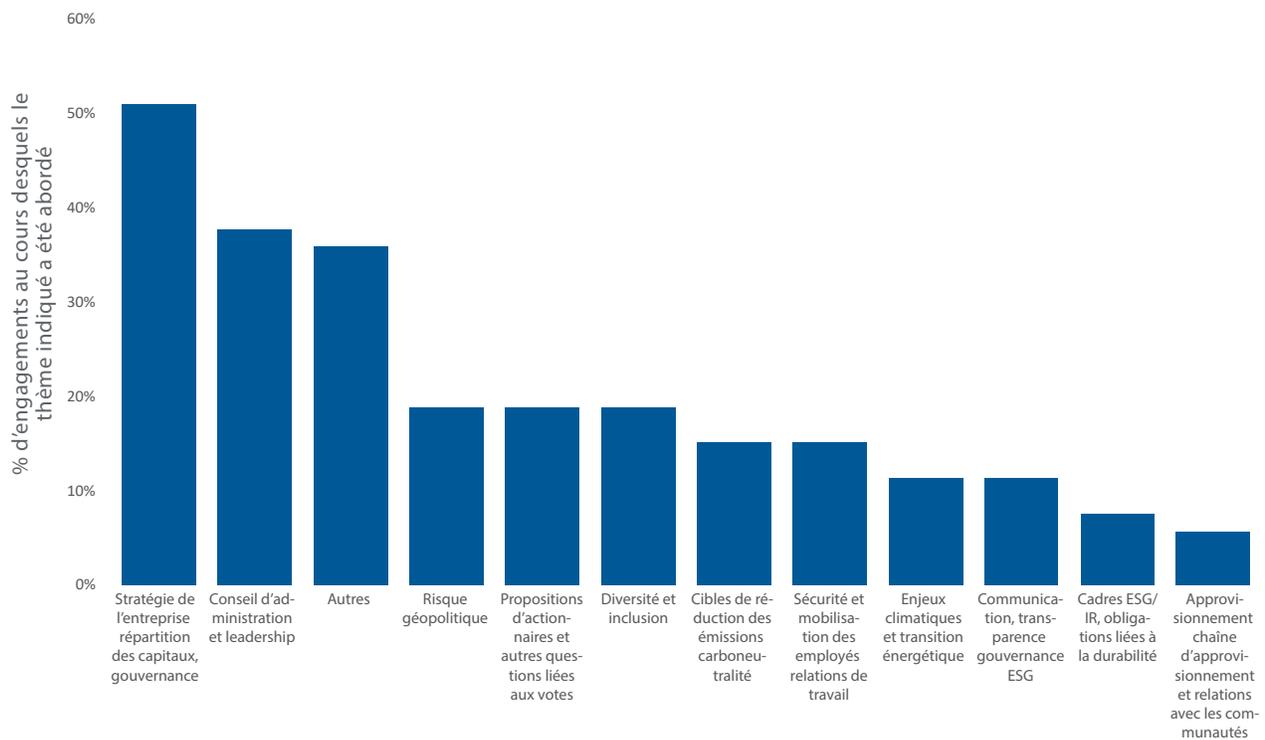
# STRATÉGIE D' ACTIONS AMÉRICAINES

## STATISTIQUES SUR LES VOTES PAR PROCURATION

Proposition par type de catégorie	Vote pour la direction	Vote contre la direction	Aucun vote	Total
<b>Totaux</b>	<b>347</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>355</b>
Audit/Finances	30	0	0	30
Concernant le conseil d'administration	258	3	0	261
Modifications des statuts	2	0	0	2
Rémunération	34	1	0	35
Propositions d'actionnaires : rémunération	5	1	0	6
Propositions d'actionnaires : gouvernance	6	2	0	8
Propositions d'actionnaires : divers	2	0	0	2
Propositions d'actionnaires : facteurs sociaux	10	1	0	11

## STATISTIQUES SUR LES ENGAGEMENTS

### Engagements par thème



A photograph of rolling green hills under a bright sky, with a blue rectangular box overlaid at the bottom containing the title text.

# **ANNEXE C. STRATÉGIE D' ACTIONS INTERNATIONALES**

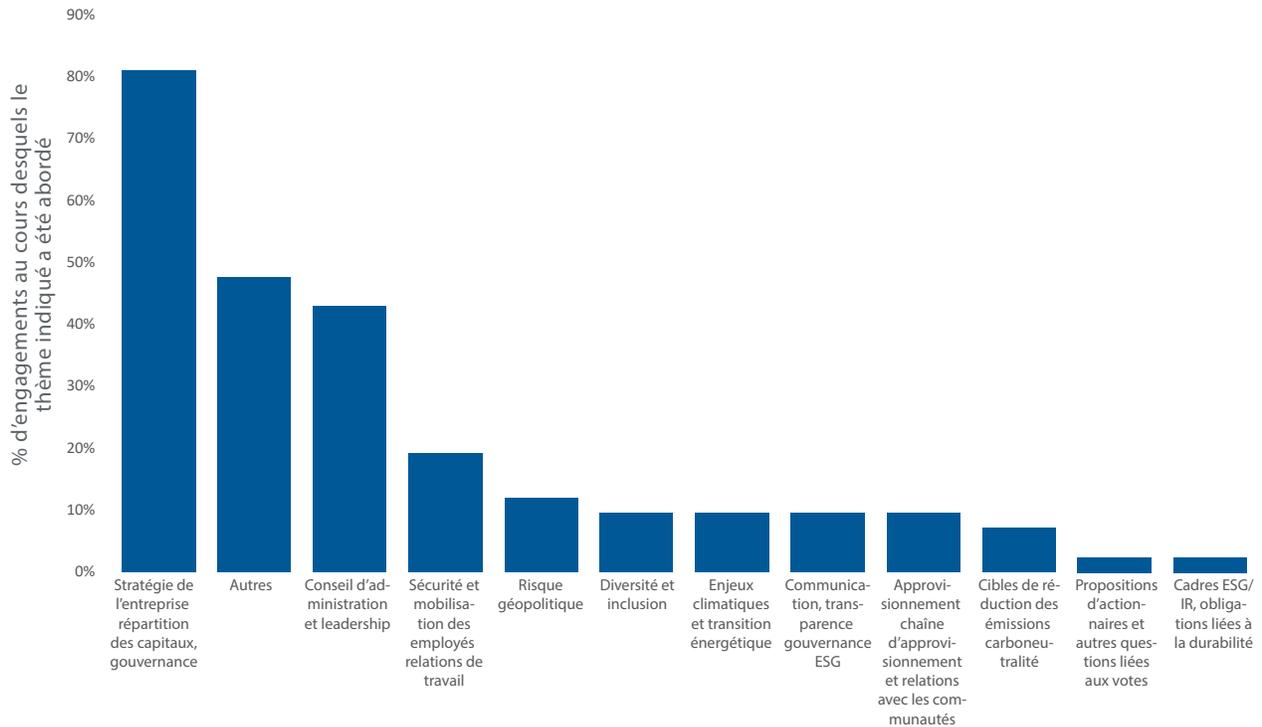
# STRATÉGIE D' ACTIONS INTERNATIONALES

## STATISTIQUES SUR LES VOTES PAR PROCURATION

Proposition par type de catégorie	Vote pour la direction	Vote contre la direction	Aucun vote	Total
<b>Totaux</b>	<b>400</b>	<b>21</b>	<b>45</b>	<b>466</b>
Audit/Finances	70	0	6	76
Concernant le conseil d'administration	193	15	22	230
Gestion du capital	57	3	5	65
Modifications des statuts	11	0	0	11
Rémunération	52	3	9	64
Fusions et acquisitions	1	0	0	1
Administration des réunions	7	0	3	10
Autres	9	0	0	9

## STATISTIQUES SUR LES ENGAGEMENTS

### Engagements par thème



An aerial photograph of rolling green hills, showing various shades of green and patterns of agricultural fields. The hills are illuminated from the side, creating soft shadows and highlights.

## **ANNEXE D. TITRES À REVENU FIXE**

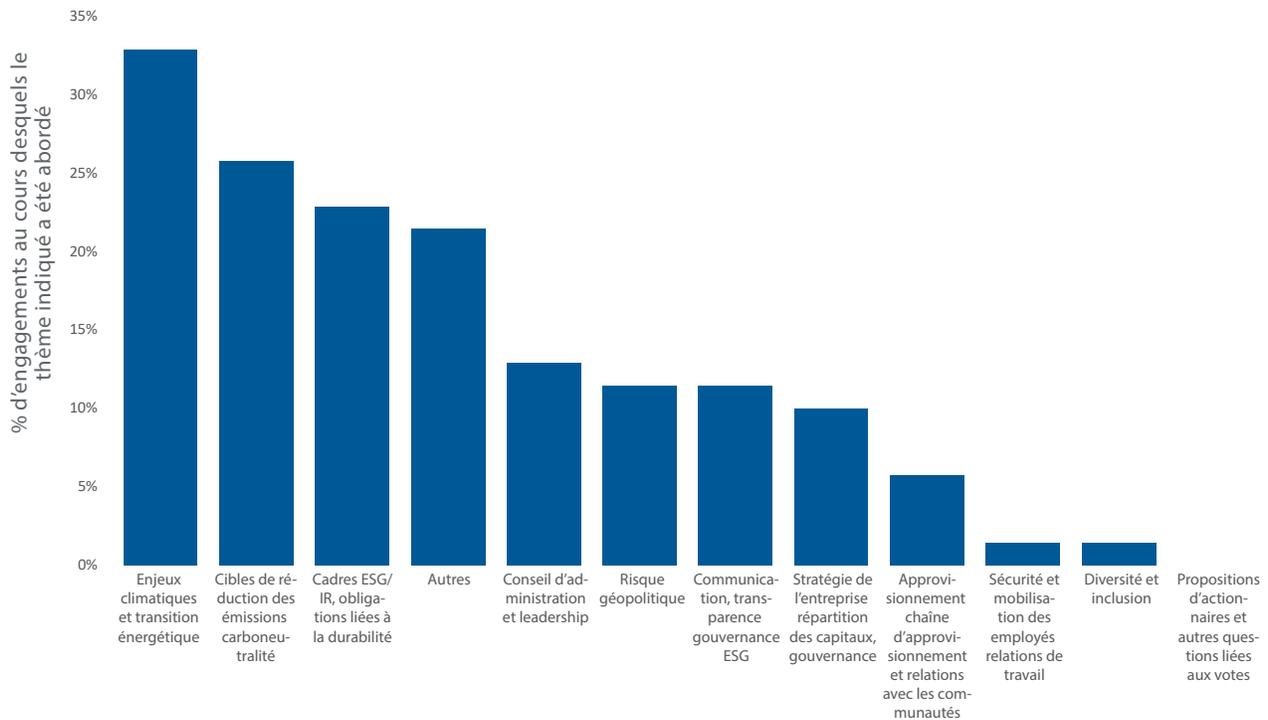
# TITRES À REVENU FIXE

## STATISTIQUES SUR LES VOTES PAR PROCURATION

Aucune

## STATISTIQUES SUR LES ENGAGEMENTS

### Engagements par thème





**ANNEXE E.  
NOTES**

Le présent rapport a été préparé à titre informatif uniquement. Sa reproduction, diffusion ou publication sont interdites sans l'autorisation préalable par écrit de Beutel, Goodman & Company Ltée (« Beutel Goodman »). Le contenu de ce document ne constitue pas une offre ou une invitation à acheter ou vendre tout titre, produit ou service dans tout pays ou territoire. Les renseignements contenus dans ce document ne constituent pas des conseils juridiques financiers, comptables fiscaux, liés aux placements ou autres, et ne doivent pas servir de fondements à de tels conseils. Ce document ne peut être diffusé dans tout pays ou territoire où une telle diffusion est interdite.

Les renseignements contenus dans ce rapport sont en date du 31 décembre 2022. Beutel Goodman a pris des mesures raisonnables pour communiquer des renseignements exacts et fiables et se réserve le droit, à tout moment et sans préavis, de modifier ou de cesser la publication de ces renseignements.

La politique d'investissement responsable et l'approche relative aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance de Beutel Goodman sont susceptibles d'évoluer avec le temps. Nous ne tenons pas compte des facteurs ESG pour obtenir un rendement ESG non financier. Ce rapport fait référence aux activités réalisées au cours de l'année civile 2022 et à notre approche au 31 décembre 2022. Notez également que l'intégration des enjeux ESG et des critères d'investissement responsable à notre processus de recherche fondamentale ne garantit pas des rendements positifs. Les performances passées ne constituent aucune garantie de rendements futurs.

Pour en apprendre davantage sur notre approche à l'égard des facteurs ESG et sur notre politique d'investissement responsable, consultez le site <https://www.beutelgoodman.com/notre-firme/linvestissement-responsable/>.

Certains passages du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs comprennent des déclarations qui sont de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « avoir l'intention de », « planifier », « croire » et « estimer », et d'autres expressions prospectives similaires. De plus, toute déclaration portant sur le rendement, les stratégies et les perspectives ou sur des mesures pouvant être prises à l'avenir constitue aussi un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs reposent sur les attentes actuelles et les prévisions d'événements futurs et sont, de par leur nature assujettis, entre autres, à des risques, incertitudes et hypothèses qui peuvent modifier de façon importante les événements, les résultats, le rendement ou les perspectives réels qui ont été énoncés de manière expresse ou tacite dans les énoncés prospectifs.

Ces risques, incertitudes et hypothèses comprennent notamment les conditions économiques politiques et des marchés, à l'échelle nationale et internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers, la concurrence commerciale, les changements technologiques les changements sur le plan de la réglementation gouvernementale, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Cette liste de facteurs importants n'est pas exhaustive. Veuillez examiner attentivement ces facteurs et d'autres avant de prendre une décision de placement et évitez de vous fier indûment aux énoncés prospectifs. Beutel Goodman n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres.

© 2023 Beutel, Goodman & Company Ltée. Ne pas reproduire, distribuer, vendre ou modifier sans l'approbation écrite préalable de Beutel, Goodman & Company Ltée.



20, avenue Eglinton Ouest, bureau 2000, Toronto (Ontario M4R 1K8

Sans frais: 1-800-460-4551 | Tel: 416-485-1010 | Fax: 416-485-1799

[www.beutelgoodman.com](http://www.beutelgoodman.com)